



Syndicat National des Personnels
de l'Education et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
SECTION SEINE St DENIS:

Snpespjfsu93@gmail.com

Déclaration Préliminaire Comité Technique Spécial Seine Saint de Denis sur le projet de fonctionnement de la Direction Territoriale et Formation

Pantin, le 8 juin 2018

« Tous bloqués au 20eme siècle (...) normal, ils sont oubliés, comme dans la haine, rien n'a changé. » Moha La Squale

Dans un contexte social saccagé par un nouveau gouvernement résolu à faire de (fausses) économies sur le compte des personnes les plus fragiles, réfugiés et mineurs non accompagnés, étudiants, jeunes, retraités, handicapés, chômeurs et professionnel.le.s issus de nombreuses professions du secteur public comme du privé, nous poursuivons la lutte, en solidarité avec les mouvements sociaux actuels.

En 1968, Guy DEBORS décrivait les rapports sociaux dans la société comme étant un spectacle. Aujourd'hui, 50 ans plus tard, en Seine Saint Denis, nous pouvons parler volontiers d'une farce au goût amer dont les opprimés sont les plus précaires : nos jeunes et leurs familles ! Et comble de l'ironie, nous sommes nous aussi touchés au sein de notre institution, les collègues contractuel.le.s. restent indispensables et pourtant, leurs conditions d'emploi sont toujours aussi misérables ! A cette liste, nous devons ajouter le mépris de ce gouvernement, du ministère de la Justice et de la Direction Centrale de la PJJ qui se refusent à accorder les moyens nécessaires au bon fonctionnement de notre administration sur le territoire du 93. Toute la « pédagogie » du gouvernement n'est ni plus ni moins que de la propagande, de la publicité pour des projets de loi qui n'ont ni le goût ni la ressemblance avec la photo présentée! Et les ressorts sont les mêmes, chacun va entendre un très grand nombre de fois que les cheminots sont des privilégiés, tout comme ces fainéants de fonctionnaires, ces paresseux d'étudiants, ces profiteurs d'allocations handicaps, ces assistés de chômeurs et de retraités trop bien traités (au moins ils ont une retraite, eux !). C'est sûr, l'entreprise de communication - le gouvernement - travaille dur pour que ces idées soient intégrées par le plus grand nombre, comme le dernier tube de l'été ou le dernier téléphone à 700E.

Cela n'est pas notre conception de la démocratie !

Malgré la reconnaissance de nos difficultés par la Direction Territoriale, par la Direction Inter Régionale et par la Direction Centrale lors de l'audience obtenue le 5 avril 2018, le département ne dispose toujours pas aujourd'hui comme hier des moyens matériels et humains nécessaires pour répondre aux besoins des jeunes et de leurs familles.

Nous faisons donc une lecture particulière du projet de fonctionnement de la DT. Il est pavé de bonnes intentions MAIS nous le considérons irréalisable sans budget supplémentaire en ce qui concerne tout d'abord la gestion du parc immobilier. Le projet est aussi irréalisable concernant le soutien que vous prétendez apporter aux personnel.le.s, directeurs.rices, RUE, psychologues, Assistant.e.s de Service Social (qui n'existent presque plus), Adjoint.e.s Administrati.f.ve.s,

Professeur.e.s Techniques (corps en voix d'extinction), Ouvrier.ère.s professionnel.le.s (eux aussi) et éducateurs.trices. Cela nécessiterait aussi des moyens supplémentaires au sein de notre DT, ce qui n'apparaît pas.

Pourtant, dans votre présentation du territoire, vous parlez de manière très juste de la Seine Saint Denis, de ses spécificités et des perspectives démographiques et sociales (sources de l'INSEE) concernant ce département pour les années à venir. Quid de cette analyse : le renforcement des moyens concernant le secteur public et le secteur associatif habilité ne disposera pas de moyens supplémentaires pour répondre au déficit actuel et futur des besoins.

Concernant l'organisation de la DT93, nous soulignerons une nouvelle fois, la réalité des moyens pour soutenir l'action éducative. Une seule RPI pour l'ensemble des milieux ouverts, est elle en mesure de réaliser l'ensemble du travail lorsqu'on est seul.e ? Une seule RPI en soutien pour les hébergements, est elle également en capacité de réaliser le soutien nécessaire à l'ensemble des collègues ?

Même constat concernant la politique d'accueil et de formation des nouveaux arrivants : nous regrettons qu'une grande partie de nos collègues soit des personnel.le.s précarisé.e.s où ni vous ni l'ensemble des collègues sur le terrain sommes en mesure d'apporter l'aide appropriée à leur entrée à la PJJ. Cela entraîne des difficultés dans les prises de fonctions et dans leur compréhension de nos missions.

Cela nécessite d'interroger les conditions de travail des collègues dans le 93. Une nouvelle fois, nous constatons malgré l'instauration d'instances comme la commission des assistants de prévention qu'il n'y a toujours pas d'améliorations sur le terrain. La conséquence est encore un nombre important de collègues ayant demandé leur mutation pour d'autres départements. Ainsi, à la rentrée, nous risquons de ne pas être à la hauteur des besoins des jeunes (ça c'est sûr!) et aussi vis à vis de la formation des contractuel.le.s, des stagiaires et des nouveaux arrivants, pour les aider dans leurs prises de fonction.

Vous l'aurez donc compris, pour nous, il ne sera pas question de discuter du pilotage de ce département tant que nous ne serons pas en mesure d'emmener l'ensemble des jeunes qui doivent embarquer dans les meilleures conditions vers l'âge adulte.

Selon nos mauvaises expériences récentes, siéger à ces instances dites de « dialogue social » est devenue synonyme d'adhésion et d'accord avec la DT (exemple sur la resectorisation entérinée paraît il avec les Organisations Syndicales) : NON ! Comment peut on avoir confiance après cela ? Ainsi peut être nous serons un peu mieux entendus de par notre absence.

De plus, en soutien avec les mouvements de contestation actuels, témoignant de la dégradation à tous les niveaux des conditions de vie des classes moyennes et populaires, nous ne pouvons rester sans rien faire face à la dégradation du service public. Nous souhaitons ici marquer notre action de solidarité en refusant de discuter et en maintenant la résistance vis à vis de notre administration. Nous appelons tous les collègues à nous rejoindre en résistance, à entrer en lutte face aux politiques managériales, tatcheristes, participant à la déshumanisation de notre système social et culturel, réalisant ici un bien mauvais calcul pour le futur. Désinvestir le social et le service public aujourd'hui nous fera payer le prix fort demain.